

Communiqué de soutien aux enseignantes et enseignants mobilisés contre les réductions de postes prévues à la rentrée de septembre 2026

Au cours des discussions budgétaires, le gouvernement a promis qu'aucune suppression de postes d'enseignants n'aurait lieu cette année. La réalité est toute autre.

Dans le Doubs, selon les projections de la nouvelle carte scolaire, ce sont 21 postes qui seraient supprimés en septembre (et près de 53 sur l'ensemble de l'académie), avec des conséquences lourdes pour nos écoles et nos enfants. L'an dernier, les 12 suppressions budgétaires se sont en effet traduites par 77 fermetures de classes.

Si 21 postes de plus devaient être supprimés, que resterait-il des promesses affichées de faire de l'éducation une priorité? On voit bien que ces réorganisations, sous couvert de "redéploiements" ou de "gels de postes", ne sont qu'une manière de plus à poursuivre la réduction des moyens humains de l'école.

À Saône, à Fontain, à l'école Courbet d'Ornans, à l'école Viotte de Besançon comme ailleurs, la fermeture de classes conduirait à la répartition des enfants dans des groupes plus nombreux, à l'annulation de projets pédagogiques, en clair à des enfants moins bien accompagnés et à des équipes pédagogiques fragilisées.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: dans les 22 pays de l'Union européenne membres de l'OCDE, les classes françaises sont parmi les plus chargées, avec 22 élèves en moyenne à l'école élémentaire contre 19 dans l'Union Européenne, avec 26 élèves en moyenne au collège contre 21 dans les autres pays européens. Les enseignants français sont aussi beaucoup moins bien rémunérés que leurs collègues européens.

L'école mérite mieux que la duplicité du discours gouvernemental.

L'école mérite mieux que des arbitrages comptables à courte vue.

Il est encore de temps de faire autrement !